

f

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE
DE LA REGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**

Convention Collective de Travail du 21 août 2007 abrogeant la Convention Collective de Travail du 10 octobre 2006 relative à la création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé " Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les ETA" et à la fixation de ses statuts

A. CREATION

Article 1^{er}.

Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 35, § 5, C, 1° de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone institue, conformément à la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, le « Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté » dont les statuts sont fixés ci-après.

Article 2.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de travail adapté ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, et aux travailleurs qu'elles occupent.

Par "travailleurs", on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 3.

La présente convention collective de travail **annule et remplace la Convention collective de travail du 10 octobre 2006 relative à la création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé «Fond social pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté» enregistrée le 11 janvier 2007 sous le n° 81513/CO/32703.**

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} octobre 2006 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 1^{er} janvier de chaque année avec effet au 1^{er} juillet de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire.

| | | |
|-------------------|---------------------|-----|
| NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR. |
| 2 2 -08- 2007 | 0 2 -10- 2007 | N° |

84.998 / a / 327.03

B. STATUTS

CHAPITRE I^{er}. –Dénomination et siège social

Article 4.

A partir du 1^{er} octobre 2006 il est institué un fonds de sécurité d'existence dénommé " Fonds social pour la promotion de l'emploi dans les Entreprises de travail adapté" dont le siège est établi au n°11 de la rue Rivelaine à 6061 Montignies-sur-Sambre. Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du comité de gestion du Fonds, prévu à l'article 11.

CHAPITRE II. - Objet

Article 5.

Le Fonds régi par la présente convention a pour seul objet la gestion du produit mutualisé de la réduction des cotisations visée dans l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par l'Arrêté Royal du 1^{er} septembre 2006.

Le fonctionnement du Fonds est soumis à la condition qu'une distinction nette soit faite entre les montants provenant des Maribel social I, II et III, en vue du financement du revenu minimum moyen mensuel garanti (R.M.M.M.G.) pour les travailleurs, et les Maribel social IV et suivants, qui visent à créer des emplois supplémentaires dans le secteur des entreprises de travail adapté.

Le fonds a également pour mission de recevoir, gérer et affecter aux objectifs en vue desquels elles sont destinées, les réductions de cotisations perçues par l'Office national de sécurité sociale en application de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par l'AR du 1^{er} septembre 2006

CHAPITRE III. - Financement

Article 6.

Les moyens financiers du fonds se composent :

- des moyens mis à la disposition par l'Office nationale de sécurité sociale en application de l'AR mentionné à l'art 5.
- des sources financières telles que définies dans l'AR mentionné à l'art 5 .
- du produit éventuel d'intérêts résultant de ces ressources capitalisées

Article 7.

Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale en application de l'art 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Article 8.

Les frais d'administration du Fonds sont fixés annuellement par le comité de gestion paritaire prévu à l'article 11.

Ces frais sont couverts en premier lieu :

- par les interventions visées à l'article 6 ;

-par les intérêts des capitaux provenant du versement des cotisations et, éventuellement, à titre supplémentaire, par une retenue sur les ressources prévues, dont le montant est fixé par le comité de gestion précité ;
-par les moyens financiers qui lui seraient attribués par ou en vertu de l'AR mentionné à l'art 5.

CHAPITRE IV. - Bénéficiaires, octroi et liquidation des avantages

Article 9.

Les employeurs des institutions visées à l'art 2 ont droit aux avantages dont le montant, la nature et les conditions d'octroi sont fixés par une convention collective de travail, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Article 10.

La liquidation des avantages ne peut en aucun cas être subordonnée au versement des cotisations dues par l'employeur.

CHAPITRE V. - Gestion

Article 11.

Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire qui se compose de 12 membres dont 8 effectifs gestionnaires et 4 suppléants gestionnaires.

Ces membres sont désignés par et parmi les membres wallons et germanophones de la Sous-commission paritaire concernée, pour la moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

Les membres du comité de gestion sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Le mandat de membre du comité de gestion prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque le mandat de celui-ci comme membre de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone prend fin ou en raison de sa démission par l'organisation qui l'a présenté.
Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

Article 12.

Les gestionnaires du Fonds ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Article 13.

Le comité de gestion choisit un président et un vice-président parmi ses membres, issus respectivement et alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Il désigne également la (les) personne(s) chargée(s) du secrétariat.

Article 14.

Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds, dans les limites fixées par la loi ou par les présents statuts.

Sauf décision contraire du comité de gestion, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé, le cas échéant, par un gestionnaire délégué, désigné à cet effet par le comité de gestion.

Le comité de gestion a notamment pour mission :

1. de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds ;
2. d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts ;
3. de déterminer les frais d'administration et de personnel, de même que la qualité des recettes annuelles couvrant ces frais
4. de transmettre chaque année, en juin, un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone ;
5. d'attribuer le produit de la réduction de cotisation conformément aux dispositions visées à l'article 5 ainsi que d'assurer le suivi de cette attribution ;
6. de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par l'Arrêté Royal du 1^{er} septembre 2006
7. de transmettre aux instances compétentes les rapports prévus par et/ou en vertu de l'arrêté de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par l'AR du 1^{er} septembre 2006.

Article 15.

Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité de gestion , soit à la demande d'une des organisations représentées.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le comité de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Le comité de gestion peut inviter des experts et/ou techniciens.

Article 16.

Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que de la délégation des employeurs est présente.

Article 17.

Sauf dispositions contraires prévues par le règlement d'ordre intérieur établi par le comité de gestion, ses décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

CHAPITRE VI. - Contrôle - Bilan - Comptes

Article 18.

Chaque année, le « bilan et comptes » de l'exercice écoulé est clôturé au 31 décembre.

Article 19.

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone désigne un réviseur ou expert-comptable d'entreprises en vue du contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci doit au moins une fois par an, faire rapport à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

De plus, il informe régulièrement le comité de gestion du Fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

CHAPITRE VII. - Dissolution et liquidation

Article 20.

Le fonds est institué pour une durée indéterminée. Il est dissout par la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, à la suite d'un préavis comme prévu à l'art 3. La Sous-commission paritaire précitée décide de la destination des biens et des valeurs du fonds, après le paiement du passif.

Cette destination doit être en concordance avec l'objectif en vue duquel le fonds a été institué.

La Sous-commission paritaire susmentionnée désigne les liquidateurs parmi les membres du comité de gestion du fonds.

d

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN VAN HET
WAALSE GEWEST EN VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 augustus 2007 tot opheffing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2006 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Sociaal Fonds voor de bevordering van de tewerkstelling in de BW" en tot vaststelling van zijn statuten

A. OPRICHTING

Artikel 1.

Door deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 35, § 5, C, 1° van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers richt het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waaise Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, **overeenkomstig** de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, het "Sociaal Fonds voor de bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen" op, waarvan de statuten hierna worden bepaald.

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de beschutte werkplaatsen die ressorteren onder het Paritair **Subcomité** voor de beschutte werkplaatsen van het Waaise Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap en op de werknemers die zij tewerkstellen.

Onder "werknemers" wordt **verstaan**, het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.

Artikel 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst **annuleert en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2006 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Sociaal Fonds voor de bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen", geregistreerd op 11 januari 2007 onder het nummer 81513/CO/32703.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 oktober 2006 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd **vóór** 1 januari van elk jaar, met effect op 1 juli van het volgende jaar.

De opzegging met betekend worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité.

NEERLEGGING-DÉPÔT

22-08-2007

REGISTR.-ENREGISTR.

02-10-2007

NR.
N°

84.998/CO/327.03

B. STATUTEN

HOOFDSTUK I. - Benaming en maatschappelijke zetel

Article 4.

Vanaf 1 oktober 2006 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Sociaal Fonds voor de bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen", waarvan de zetel gevestigd is rue Rivelaine 11 te 6061 Montignies-sur-Sambre. Deze zetel mag elders overgebracht worden bij eenparige beslissing van het beheerscomité van het Fonds, bepaald in artikel 11.

HOOFDSTUK II. - Doel

Artikel 5.

Het fonds opgericht door deze overeenkomst heeft als enig doel het beheer van de gemutualiseerde opbrengst van de bijdrageverminderingen bedoeld in het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 september 2006.

De werking van het fonds is onderworpen aan de voorwaarde dat een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen de bedragen die komen van de Sociale Maribel I, II, III met het oog op de financiering van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen (G.G.M.M.I.) voor de werknemers en de Sociale Maribel IV en volgende die tot doel hebben bijkomende tewerkstelling te creëren in de beschutte werkplaatsen.

Het fonds heeft eveneens tot doel het ontvangen, beheren en aanwenden, voor de doelstellingen waarvoor ze bestemd zijn, van de bijdrageverminderingen die worden geïnd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, gewijzigd door het KB van 1 september 2006.

HOOFDSTUK III. - Financiering

Artikel 6.

De financiële middelen van het fonds bestaan uit:

- de middelen die ter beschikking worden gesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in toepassing van het KB vermeld in artikel 5;
- de financiële bronnen, zoals bepaald in het KB vermeld in artikel 5 .
- de eventuele opbrengst van intresten die voortkomen uit deze gekapitaliseerde middelen.

Artikel 7.

De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Artikel 8.

De administratiekosten van het fonds worden jaarlijks vastgesteld door het paritair beheerscomité, bepaald in artikel 11.

4

Deze **kosten** worden in de eerste plaats gedekt :

- door de **tegemoetkomingen** bedoeld in artikel 6;
- door de kapitaalsintresten die **voortkomen** uit storting van de bijdragen en, eventueel, **bijkomend**, door een inhouding op de voorziene **middelen**, waarvan het bedrag wordt bepaald door **voornoemd beheerscomité**;
- door de financiële middelen die **zouden** worden toegekend door of krachtens het KB vermeld in artikel 5.

HOOFDSTUK IV. - Rechthebbenden, toekenning en vereffening van de voordelen

Artikel 9.

De **werknemers** van de instellingen bedoeld in artikel 2 hebben recht op de voordelen waarvan het bedrag, de aard en de toekenningsvoorwaarden worden vastgelegd door een collectieve **arbeidsovereenkomst**, gesloten in het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige **Gemeenschap**.

Artikel 10.

De vereffening van de voordelen **mag** in geen **geval** ondergeschikt zijn aan de storting van de bijdragen die verschuldigd zijn door de werkgever.

HOOFDSTUK V. - Beheer

Artikel 11.

Het fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité dat is **samengesteld** uit 12 **leden**, waarvan 8 effectieve beheerders en 4 plaatsvervangende beheerders.

Deze leden worden aangeduid door en onder de Waalse en Duitstalige leden van het betrokken paritair subcomité, voor de **helft** op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve **werknemersorganisaties**.

De leden van het beheerscomité worden aangeduid voor dezelfde **periode als** die van hun **mandaat** als **lid** van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

Het mandaat als lid van het beheerscomité eindigt in geval van ontslag of overlijden of wanneer het mandaat van de betrokkene als lid van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap eindigt of **omwille** van zijn ontslag door de organisatie die hem heeft voorgedragen. Het nieuwe lid beëindigt eventueel het mandaat van zijn voorganger.

De **mandaten** van de leden van het beheerscomité zijn vernieuwbaar.

Artikel 12.

De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan wat de verbintenissen betreft die werden aangegaan door het fonds. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich **tot** de uitvoering van het **beheersmandaat** dat zij hebben ontvangen.

Artikel 13.

Het beheerscomité kiest een voorzitter en een ondervoorzitter uit haar leden, die respectievelijk en afwisselend voortkomen uit de werknemers- en de werkgeversafvaardiging.

Het wijst eveneens de perso(o)n(en) aan verantwoordelijk voor het secretariaat.

Artikel 14.

Het beheerscomité beschikt over de ruimste bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de grenzen bepaald door de wet of door deze statuten.

Behoudens andersluidende beslissing van het beheerscomité treedt dit op in al haar handelingen en handelt in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter, waarbij ieder van hen, indien nodig, wordt vervangen door een afgevaardigd beheerder die hiervoor wordt aangeduid door het beheerscomité.

Het beheerscomité heeft meer bepaald als taak:

1. het personeel van het fonds aan te werven en eventueel te ontslaan;
2. een controle uit te oefenen en alle maatregelen te nemen die nodig zijn voor de uitvoering van deze statuten;
3. de administratiekosten te bepalen, evenals de hoedanigheid van de jaarlijkse inkomsten die deze kosten dekken;
4. elk jaar in juni een schriftelijk verslag uit te brengen over de uitoefening van haar taak aan het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap;
5. de som toe te kennen van de bijdragevermindering, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 5, evenals het waarborgen van de opvolging van deze toekenning;
6. alle nodige maatregelen te nemen voor de uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 september 2006;
7. de bevoegde instanties de verslagen te bezorgen bepaald door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, gewijzigd door het KB van 1 september 2006.

Artikel 15.

Het beheerscomité vergadert ten minste een maal per semester, hetzij op uitnodiging van de voorzitter die ambtshalve handelt, hetzij op vraag van ten minste de helft van de leden van het beheerscomité, hetzij op vraag van een van de vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden.

De notulen worden opgesteld door de secretaris die wordt aangeduid door het beheerscomité en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten. De uittreksels uit deze notulen worden ondertekend door de voorzitter en de ondervoorzitter.

Het beheerscomité mag experts en/of technici uitnodigen.

Artikel 16.

Het beheerscomité mag enkel geldig beraadslagen als ten minste de helft van zowel de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

Artikel 17.

Behoudens andersluidende bepalingen, vastgelegd in het huishoudelijk reglement, opgesteld door het **beheerscomité**, worden de beslissingen ervan met eenparigheid van **stemmen** van de aanwezige **leden** genomen.

HOOFDSTUK VI. - Controle - Balans - Rekeningen**Artikel 18.**

Elk jaar worden de "balans en de rekeningen" van het afgelopen boekjaar afgesloten op 31 december.

Artikel 19.

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap een **bedrijfsrevisor** of een accountant aan met het oog op de **controle** van het beheer van het fonds.

Die **moet**, ten **minste** een **maal** per jaar, verslag uitbrengen aan het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

Bovendien **informeert** hij het beheerscomité van het fonds **regelmatig** over de resultaten van zijn onderzoekingen en doet hij de aanbevelingen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK VII. –Ontbinding en vereffening**Artikel 20.**

Het fonds wordt opgericht voor onbepaalde tijd. Het wordt ontbonden door het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, ingevolge een opzegging, **zoals** bepaald in artikel 3. **Voor**noemd paritair subcomité beslist over de **bestemming** van de goederen en waarden van het fonds, na betaling van de passiva. Deze bestemming moet in **overeenstemming** zijn met het **doel** waarvoor het fonds werd opgericht.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waarvoor het fonds werd opgericht.

Voornoemd paritair subcomité duidt de vereffenaars aan onder de leden van het beheerscomité.